

# L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PARIS. — Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.  
Province, 43 fr. — 44 — payable  
La France, 43 fr. — 44 — d'avance  
Allemagne, 43 fr. — 44 —  
Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.  
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

Observatoire Royal.

6 décembre, à midi.

6<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.....	746mm56
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.....	8°4
TEMPÉRATURE corrigée de l'air.....	7°2
Id. maximum depuis hier midi.....	7°2
Id. minimum depuis hier midi.....	4°7
HAUT. du vent.....	3m40
VENT.....	so
MOUV. du vent.....	7 h. 48 m.
Id. coucher.....	3 h. 54 m.
LUNE, lever.....	soir. 0 h. 45 m.
Id. coucher.....	matin. 10 h. 31 m.

## AVIS.

Nous prions TRÈS-INSTAMMENT ceux de nos abonnés dont l'abonnement expire le 31 de ce mois de vouloir bien le renouveler AUSSI TÔT QUE POSSIBLE.

Nos lecteurs des PROVINCES savent qu'ils doivent, pour tout abonnement nouveau, s'adresser au bureau de poste le plus voisin de leur localité. Les facteurs se chargent ensuite de tous les renouvellements.

Nos abonnés de l'étranger doivent s'adresser, suivant les pays, au bureau de poste ou à nos correspondants, ou bien nous envoyer directement leur demande accompagnée d'un mandat à vue, mandat de poste, de banque ou de commerce, sur Bruxelles ou Paris.

Au nombre des indications inscrites en permanence dans l'entête de l'Indépendance, se trouve celle-ci :

« Tout changement d'adresse doit être accompagné de LA DERNIÈRE BANDE. »

Nous ne saurions trop prier nos abonnés, — toujours en vue d'éviter, à nous des complications, à eux-mêmes des retards ou des erreurs, — de se conformer à cette dernière recommandation.

BRUXELLES, 6 décembre.

## REVUE POLITIQUE.

Autant la satisfaction à cet égard est grande et profonde à Paris, après le vote du 29 novembre qui venait de mettre la coalition monarchiste de l'Assemblée de Versailles en minorité, autant à elle fâcheuse et pénible l'impression causée hier par le succès obtenu dans les bureaux par la même coalition. Le commerce parisien est atteint trop gravement dans ses intérêts par le trouble que les manœuvres antirépublicaines de la droite jettent dans les affaires, pour n'avoir point résisté vivement à ce nouveau coup qui venait de lui être porté. La fin d'année qui promet d'être fructueuse et même brillante se liquidera d'une façon désastreuse; on ne peut pas trop s'étonner que ceux qui auront à payer les frais de la partie n'aient point une reconnaissance excessive à ceux qui ont tant les cartes.

Dans les régions politiques, toutefois, on ne s'alarme pas outre mesure de cette nouvelle péripétie. Il y a, même, si l'on en croit les dépêches que nous transmet l'Agence Havas, un courant optimiste assez prononcé, soit qu'il provienne d'une tendance à croire à un retour de modération parmi la droite, soit qu'il ait son origine dans l'espoir que l'influence personnelle de M. Thiers suffira pour déplacer, dans un sens, public, les quelques voix de majorité que le parti des ducs a obtenues dans le scrutin à huis-clos.

On compte, d'ailleurs, sur la fermeté du président de la république, et l'on affirme qu'il n'a point perdu confiance. Ce qui, pour le moment, paraît certain, c'est qu'il est décidé à ne rien brusquer et à attendre les résolutions de la commission, avant de prendre un parti. Les négociations ministérielles se trouvent naturellement ajournées.

L'alliance desbonapartistes avec les légitimistes et les orléanistes est aujourd'hui officiellement annoncée par les feuilles qui servent d'organes à la cour de Chislehurst. Une déclaration collective, insérée en tête de l'Ordre, du Gaulois et du Pays, en affirme l'existence, et en précise la signification. Il est, nous l'avons vu, sous le coup de la loi, le renversement de la république, tout réserve faite de mettre ensuite la France à feu et à sang, s'il le faut, pour lui imposer l'état dynastique plutôt que celui de république.

En Allemagne on suit avec une vive intérêt les péripéties de la crise où la France se débat. Une polémique assez curieuse s'est engagée à ce sujet entre deux journaux de Berlin, officieux au même titre, la Gazette de Spener et la Gazette de l'Allemagne du Nord.

La première de ces feuilles ayant publié à

propos de la grande séance du 29 novembre des appréciations peu élogieuses pour M. Thiers, la Gazette de l'Allemagne du Nord déclare que c'est à tort qu'on voudrait considérer ce langage comme l'expression des idées prévalant dans les hautes régions politiques en Allemagne. Tout au contraire, la Gazette assure que le gouvernement allemand a été très-heureux de voir la crise se terminer par le triomphe du gouvernement actuel. La nomination de la commission nouvelle de l'Assemblée de Versailles fera donc à Berlin une certaine sensation.

Le Moniteur de l'Empire allemand publie les noms des nouveaux membres de la Chambre des Seigneurs. Ces noms, qui ne sont qu'un nombre de 24, parce que l'un des hauts fonctionnaires désignés, l'ancien ministre des finances, M. von Heydt, a décliné ce mandat, pour cause de santé, sont déjà connus. Presque tous assistent à la séance de la haute Chambre et ont prêté le serment constitutionnel entre les mains du président qui les a invités à prendre possession de leur siège. C'est le président, comte de Stolberg, qui a proposé à la Chambre de borner les délibérations de la haute Assemblée sur le projet de loi des cercles à deux lectures, attendu que les débats qui ont déjà eu lieu ont épuisé la question. Les deux chefs de la droite extrême, MM. de Kleist-Netow et de Ploetz, sont convenus eux-mêmes de la nécessité d'abréger la discussion. C'est une première concession qui semble faire prévoir que le sort de la loi est décidé d'avance.

La première lecture, c'est-à-dire la discussion générale, a eu lieu aujourd'hui. Demain viendra la discussion des articles. M. le comte Eulenburg, ministre de l'intérieur, a donné à l'Assemblée des explications sur la résolution du gouvernement d'assurer le vote de la loi au moyen d'une foule de pairs. Il a appuyé sur la nécessité absolue de la réforme proposée et a protesté contre la portée presque révolutionnaire que le parti fédéral s'obstine à lui attribuer. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

## Post-scriptum.

La journée a été calme aujourd'hui à Versailles. Deux budgets ont été votés, ceux de la justice et de la marine.

Il n'y a pas eu le moindre incident. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

La Chambre des Représentants a consacré sa séance d'aujourd'hui aux pétitions. Pas l'ombre de discussion, et cela se conçoit, car toutes les pétitions dont on s'entretenait étaient surannées, témoin celle qui lui réclamait la recherche de mesures propres à mettre fin à la guerre entre la France et l'Allemagne.

À la fin de la séance, un débat s'est engagé entre MM. Kervyn, Pirmez et Delcourt. Le premier demandait que l'on mit à l'ordre du jour un projet de loi dont il est l'auteur et qui a pour objet l'amélioration de la position de retraite des instituteurs communaux. Ce projet, M. Kervyn le croit bon. Ce n'est pas l'opinion de M. Pirmez, ni celle même de M. Delcourt. Tous deux l'ont dit et M. Kervyn n'a pu dissimuler son dépit. Toujours est-il que le projet sera soumis à un nouvel et sérieux examen.

Deux sections centrales se sont réunies sous la présidence de M. Schollaert.

La section centrale chargée d'examiner le projet de loi sur les denrées alimentaires a commencé la discussion générale.

La section centrale chargée d'examiner le projet de loi allouant un crédit supplémentaire de 10,000 francs au département de la guerre pour payer une créance arriérée, a adopté le projet à l'unanimité.

M. Pety de Thorée a été nommé rapporteur.

Nous empruntons au Journal des Débats le résumé d'un débat qui vient d'être soulevé au sein des commissions de l'Assemblée de Versailles par une proposition de modification au décret sur les sépultures. En ce moment, où la question des inhumations est de nouveau agitée chez nous, ce débat offre pour notre pays un intérêt tout particulier d'actualité. On

remarquera notamment les observations si justes de M. de Pressensé, un esprit religieux, un pasteur protestant, un prêtre, dont l'exemple a malheureusement peu de chances d'être suivi par notre clergé ultramontain et fanatique :

« La quinzième commission d'initiative a délibéré hier sur l'importante proposition de M. Ferdinand Boyer, dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs, et qui a pour objet une addition à l'article 15 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures. »

« Nous avons dit que la semaine dernière M. Ferdinand Boyer a développé devant la commission les motifs à l'appui de son projet. M. le baron Chaurand trouve les termes de l'article 15 sus-indiqué très-suffisants pour obvier au scandale dénoncé par M. Ferdinand Boyer, scandale qui serait sans doute accru si l'on se décidait à ouvrir un cimetière spécial destiné à l'inhumation de ceux qui ne pratiquent aucun culte. »

« M. Girard est d'avis de prendre la proposition en considération. Toutefois, si le content à voir spécialement dans les cimetières une partie de terrain à l'inhumation des personnes qui professent un culte religieux différent de celui ou de ceux suivis dans la commune et des personnes qui présentent un culte non reconnu par le pouvoir, il ne croit pas qu'on assigne un emplacement pour la sépulture des individus qui ne professent absolument aucun culte, c'est-à-dire des solidaires. »

« M. de Pressensé déclare qu'il repousse la proposition en principe. S'il ne demande pas un changement immédiat à la législation existante, c'est parce qu'il faut, dans une matière si délicate, respecter beaucoup les coutumes et ne pas devancer les mœurs; il croit que le cimetière devrait être commun à tous les cultes, et que, si l'on veut bannir les tombes de ses fêtes, rien de mieux; mais il n'a pas le droit de s'approprier une propriété communale. »

« La religion est, suivant M. de Pressensé, essentiellement une religion individuelle. Elle crée pas des titres et des droits exceptionnels dans le domaine civil. C'est la constitution même de la société française. L'Angleterre, qui a officiellement une religion d'État, a rendu un bill d'après lequel les dissidents peuvent être ensevelis dans le cimetière paroissial. Proposer de déterminer un nouvel emplacement pour une opinion qu'on voudrait légitimer, serait multiplier les scandales qu'on veut éviter et donner un précédent qui ne serait pas à l'honneur de la loi. »

« Quant à la proposition de M. Girard de confondre les cultes non reconnus avec la religion de tout culte, dans l'emplacement funéraire qu'il lui réserverait, dans la pensée de M. de Pressensé, c'est donner une importance étrange au salaire de l'État; un culte non reconnu est tout simplement un culte, et non pas à se prononcer pour telle ou telle religion ou philosophie, en la mettant sur un pied d'indignité. Ce n'est pas de cette manière qu'on défend utilement une loi. Laissons lui le soin de sa défense. »

« Quant à la proposition de M. Girard de confondre les cultes non reconnus avec la religion de tout culte, dans l'emplacement funéraire qu'il lui réserverait, dans la pensée de M. de Pressensé, c'est donner une importance étrange au salaire de l'État; un culte non reconnu est tout simplement un culte, et non pas à se prononcer pour telle ou telle religion ou philosophie, en la mettant sur un pied d'indignité. Ce n'est pas de cette manière qu'on défend utilement une loi. Laissons lui le soin de sa défense. »

« La prise en considération est appuyée encore par M. de Ventavon. Elle est combattue par M. Vidal, qui est élu rapporteur d'une grande majorité. »

L'Association libérale de Bruxelles s'est réunie ce soir en assemblée générale pour délibérer sur un projet de résolution autorisant le comité à contracter des alliances avec les Associations cantonales de l'arondissement.

La discussion a été très-animée et s'est prolongée assez tard.

Le projet du comité a été combattu par MM. Orts, E. Demot et Eug. Anspach. Il a été appuyé par MM. Bergé, All. Vanhier, Scailquin et par le président de l'Association, M. Van Hombrecht.

L'ajournement proposé par M. L. Mersman n'a pas été adopté.

Le point a été ouvert à onze heures. Il restera ouvert demain samedi de 3 à 5 heures de relevée, et de 7 à 10 heures du soir, au local de l'Association.

L'assemblée avait également à son ordre du jour l'élection du comité; mais la circulaire de convocation ne désignait pas les noms des membres sortants. Le règlement exigeant cette désignation, l'ajournement de l'élection était de droit. L'élection a été renvoyée à quinzaine.

Les abonnés de l'Indépendance belge recevront, avec le numéro de ce jour, un supplément contenant la déposition de M. Thiers devant la Commission d'enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la défense nationale.

## Actes officiels. (Extrait du Moniteur.)

— MARINE. — Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> novembre,

le lieutenant de vaisseau de 1<sup>re</sup> classe Stessels (A.), chargé de la cartographie de l'Escadron à la base de Flinthe, a été promu au grade de capitaine-lieutenant de vaisseau.

— CORPS DES PONTS ET CHAUSSÉES. — Par arrêté royal du 10 novembre, les sieurs Panier (M.), Goedeels (R.), Nepper (L.) et Leclet (F.), conducteurs de chemins de fer, le 16 novembre dernier, et ayant pour objet l'augmentation du capital social. Cette augmentation est de cinq millions de francs représentés par 10,000 actions de 500 francs. Deux mille de ces actions sont émis au taux de 540 francs.

— JUSTICE DE PAIX. — Par arrêté royal du 3 décembre, le sieur Vanoot (L.), commis greffier à la justice de paix du canton d'Ostende, est nommé greffier de la même justice de paix.

— NOTARIAT. — Par arrêté royal du 3 décembre, la démission du sieur Lamme (E.), de ses fonctions de notaire à la résidence de Gand, est acceptée.

Le Roi a reçu, en réponse à la notification de l'heureuse délivrance de S. M. la Reine; une lettre de S. M. le roi des îles Hawaïennes.

— Le Roi a reçu, en réponse à la notification de l'heureuse délivrance de S. A. R. M<sup>me</sup> la comtesse de Flandre, des lettres :

1<sup>o</sup> Du Conseil fédéral suisse;

2<sup>o</sup> Du Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg;

3<sup>o</sup> Du Sénat de la ville libre et hanséatique de Brême.

— Un arrêté royal du 4 courant adopte un modèle de capote-surtout pour la garde-civique.

— M. le bourgmestre a soumis au conseil communal de Bruxelles, dans son comité secret du 29 novembre, la demande que le receveur communal, M. Vauthier, a adressée à ce conseil d'être admis à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Le conseil communal aura donc à pourvoir prochainement au remplacement du receveur.

— Le conseil de recensement de la garde-civique tiendra les séances de sa session annuelle les 20, 21 et 23 janvier prochain, à dix heures du matin, au local du conseil de guerre, rue de l'Amigo, n<sup>o</sup> 11.

Les séances du 20 et du 23 janvier sont spécialement destinées à l'examen des réclamations présentées par les personnes inscrites au contrôle du service ordinaire. Celles qui croient avoir des droits à l'exemption, soit pour cause d'infirmités, soit pour expiration du service, ou pour l'un des cas déterminés par l'art. 21 de la loi, sont tenues de se faire inscrire, avant le 1<sup>er</sup> janvier prochain, au secrétariat du conseil de recensement, Maison du Roi, Grand-Place, numéro 31.

Les gardes qui réclament la radiation du contrôle de leur expédition du service, c'est-à-dire ceux qui ne sont nés en 1822, doivent déposer copie ou extrait authentique de leur acte de naissance.

— Il est encore des gens qui doutent du crédit dont jouit la ville de Bruxelles, ceux-là n'auraient eu qu'à se rendre ces jours derniers à l'hôtel de ville; ils y auraient vu l'antichambre du bourgmestre encombrée de banquiers qui venaient faire à M. Anspach des propositions relatives à l'emprunt de 35 millions que notre administration communale avait à contracter.

— A partir du 16 décembre courant, le comité de charité de la paroisse de Sainte-Gudule commencera sa collecte annuelle en faveur des indigents.

L'année dernière des abus ont été signalés aux membres de ce comité : de malhonnêtes gens n'ont pas hésité à se présenter dans diverses maisons comme délégués de l'administration de charité, et ont tenté de détourner les dons destinés aux pauvres.

Le comité prie les habitants de sa circonscription de vouloir bien se prémunir contre le renouvellement de ces manœuvres coupables.

— On annonce l'arrivée à Bruxelles du Musée scientifique de Copenhague, « collection d'objets d'histoire naturelle et de préparations anatomiques; plus de deux mille exemplaires en tout, appartenant à un musée d'histoire naturelle. Cette collection sera installée rue Neuve, 76 (au rez-de-chaussée, près de la rue de Malines).

— On nous écrit d'Ostende, le 5 :

« Le bateau Phare mouillé sur le North Hind, a été envahi de sa station, par suite du mauvais temps. »

## CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne, payables (recettes des annonces), 4 fr. 50 la ligne, d'avance (faits divers, corps du journal), 3 fr. la ligne.

Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à M. LAFITTE, BULLIER et C<sup>ie</sup>, 8, place de la Bourse.

Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à M. HAASENSTRIN et VOGLER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne; p<sup>o</sup> l'Angleterre, à Londres, à M. A. STANIS, 13, Tavistock-Row, N. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALGAR, Clements Lang, 8, Lombard St.

« On ignore jusqu'à présent le sort de ce bateau, ainsi que celui de l'équipage, composé de dix hommes. »

— La crue de l'Escaut devient de plus en plus alarmante.

Les prairies qui s'étendent de Quaregnon à Saint-Ghislain, Pommereulx et Condé, sont formées plus qu'un lac et plusieurs chemins sont interceptés.

— Une première représentation musicale a été donnée l'avant-dernière nuit et tous les habitants se sont mis à fortifier les digues.

— A Rengies-Wiers, plusieurs cultivateurs ont dû partir avec leur bétail, les écuries étant inondées.

La digue s'est rompue à Vieux-Condé. Tous les marais environnants sont transformés en vaste lac où l'eau séjourne depuis plus d'un mois.

Arts, sciences et littérature.

THÉÂTRE DES FANTASIES PARISIENNES. — La Fille de M<sup>me</sup> Angot, opéra-bouffe en trois actes, paroles de MM. Clairville, Siraudin et Konig, musique de M. Charles Lecocq.

Une première représentation véritable, pour laquelle tout le monde s'est piqué d'honneur; les auteurs, la direction du théâtre et les artistes, et le public, il en résulte que nous avons eu, non sans succès, mais un triomphe ardent. La pièce a été jouée dès le premier acte, à toute vapeur. C'était charmant. Cette victoire était emportée avec tant de joie, tant de sincérité et tant de violence, que la salle n'était pas moins curieuse à voir que les acteurs.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

L'œuvre, pourtant, n'est pas d'un fini parfait. Les vers des deux premiers actes, de M. de M<sup>me</sup> Angot, sont d'une poésie simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses. La Fille de M<sup>me</sup> Angot est un opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

Le succès de la Fille de M<sup>me</sup> Angot est un succès d'opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

On peut se remettre au régime de l'opéra-comique sans grosses visées de l'examen des réclames, et le spectacle qu'on nous offre forme en ensemble brillant et animé.

De reste, MM. Clairville, Siraudin et Konig n'ont pas voulu enlever à leur œuvre toute intention satirique, et se sont vus obligés de servir quelques épiques innocentes contre la république. Cette pauvre république, ce ne sont pas ses plaisanteries que nous nous amusons à voir. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

L'œuvre, pourtant, n'est pas d'un fini parfait. Les vers des deux premiers actes, de M. de M<sup>me</sup> Angot, sont d'une poésie simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

Le succès de la Fille de M<sup>me</sup> Angot est un succès d'opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

On peut se remettre au régime de l'opéra-comique sans grosses visées de l'examen des réclames, et le spectacle qu'on nous offre forme en ensemble brillant et animé.

De reste, MM. Clairville, Siraudin et Konig n'ont pas voulu enlever à leur œuvre toute intention satirique, et se sont vus obligés de servir quelques épiques innocentes contre la république. Cette pauvre république, ce ne sont pas ses plaisanteries que nous nous amusons à voir. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

L'œuvre, pourtant, n'est pas d'un fini parfait. Les vers des deux premiers actes, de M. de M<sup>me</sup> Angot, sont d'une poésie simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

Le succès de la Fille de M<sup>me</sup> Angot est un succès d'opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

On peut se remettre au régime de l'opéra-comique sans grosses visées de l'examen des réclames, et le spectacle qu'on nous offre forme en ensemble brillant et animé.

De reste, MM. Clairville, Siraudin et Konig n'ont pas voulu enlever à leur œuvre toute intention satirique, et se sont vus obligés de servir quelques épiques innocentes contre la république. Cette pauvre république, ce ne sont pas ses plaisanteries que nous nous amusons à voir. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

L'œuvre, pourtant, n'est pas d'un fini parfait. Les vers des deux premiers actes, de M. de M<sup>me</sup> Angot, sont d'une poésie simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

Le succès de la Fille de M<sup>me</sup> Angot est un succès d'opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

On peut se remettre au régime de l'opéra-comique sans grosses visées de l'examen des réclames, et le spectacle qu'on nous offre forme en ensemble brillant et animé.

De reste, MM. Clairville, Siraudin et Konig n'ont pas voulu enlever à leur œuvre toute intention satirique, et se sont vus obligés de servir quelques épiques innocentes contre la république. Cette pauvre république, ce ne sont pas ses plaisanteries que nous nous amusons à voir. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

L'œuvre, pourtant, n'est pas d'un fini parfait. Les vers des deux premiers actes, de M. de M<sup>me</sup> Angot, sont d'une poésie simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

Le succès de la Fille de M<sup>me</sup> Angot est un succès d'opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

On peut se remettre au régime de l'opéra-comique sans grosses visées de l'examen des réclames, et le spectacle qu'on nous offre forme en ensemble brillant et animé.

De reste, MM. Clairville, Siraudin et Konig n'ont pas voulu enlever à leur œuvre toute intention satirique, et se sont vus obligés de servir quelques épiques innocentes contre la république. Cette pauvre république, ce ne sont pas ses plaisanteries que nous nous amusons à voir. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

L'œuvre, pourtant, n'est pas d'un fini parfait. Les vers des deux premiers actes, de M. de M<sup>me</sup> Angot, sont d'une poésie simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

Le succès de la Fille de M<sup>me</sup> Angot est un succès d'opéra-comique simple, qu'on ne s'agit pas, dans ces trois actes agréables, de nous ramener à l'extravagance voulue et à la charge exaltée des opérettes fameuses.

On peut se remettre au régime de l'opéra-comique sans grosses visées de l'examen des réclames, et le spectacle qu'on nous offre forme en ensemble brillant et animé.

De reste, MM. Clairville, Siraudin et Konig n'ont pas voulu enlever à leur œuvre toute intention satirique, et se sont vus obligés de servir quelques épiques innocentes contre la république. Cette pauvre république, ce ne sont pas ses plaisanteries que nous nous amusons à voir. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène. Elle a quand elle a traités qu'elle la met en scène.

Les deux premiers actes, de ces entrées heureuses. Le théâtre des Fantaisies-Parisiennes avait hier, visiblement, toutes les chances et tous les bonheurs de son côté. Mais encore faut-il servir des dispositions souriantes, et les bien servir jusqu'à la fin. La Fille de M<sup>me</sup> Angot y a réussi pleinement. Elle a trouvé un public bruyant et vivant. Mais elle l'a bien maintenu dans cette gaieté débordante, et cet enthousiasme.

tous ceux du deuxième acte, le duo de M<sup>me</sup> Angot et de M<sup>me</sup> Lange, les jolis couplets sur la république du chœur et de la comédienne, le chœur des conspirateurs, et surtout cette valse du finale, qui a excité de si beaux transports à la première représentation. Il est vrai que cette valse est d'une élégance et d'une ex



ceux qui auraient voulu la victoire du gouvernement et de l'ordre; il est avéré que la majorité des commissaires se trouva au moins être aussi grande pour cette commission que pour la commission Kerdrel. On dit que c'est surtout sur la question du renouvellement partiel qu'on s'est battu et que la droite a vaincu.

Je ne puis vous dire la tristesse et le désappointement que ces nouvelles répandaient dans Paris, à mesure qu'elles y arrivaient.

Maintenant, il faut le dire, et sans que je puisse y voir une issue pour cette triste situation, une grande partie du centre droit serait disposée, non plus à renverser M. Thiers, mais à chercher seulement les bases d'un arrangement avec lui. Beaucoup des chefs honorables commencent à comprendre qu'ils font exclusivement le jeu du bonapartisme; ils voient enfin qu'en s'obstinant, contre le sentiment du pays, à entraver le gouvernement sans avoir la puissance de lui substituer autre chose, ils plongent la France dans des anxiétés qui se traduisent à cette époque de l'année surtout par de véritables ruines.

Les membres dont il s'agit seraient donc l'opposition, étant vaincus aujourd'hui, d'offrir à M. Thiers une espèce d'armistice; ils prétendent qu'ils peuvent parfaitement constituer une majorité gouvernementale. Ils demanderaient pour arrêter le mouvement ministériel dans le centre droit, ce qu'on serait disposé à leur accorder, pourvu que ce ministre ne fût pas, bien entendu, celui de l'intérieur, qui doit être, dans la main du pouvoir exécutif, l'instrument militaire.

Cet accord pourra-t-il s'établir? J'en doute. Le gouvernement sera toujours gêné par ses nouveaux alliés, et les gens les plus disposés à la prudence et à la conciliation n'auront probablement plus qu'à donner à M. Thiers le conseil de demander à l'Assemblée de lui permettre d'interroger le pays de façon à ce qu'il ne laisse plus d'équivoque sur ses intentions, ou bien de déposer entre ses mains un pouvoir dont il ne peut plus rien faire et dont elle sera certainement plus embarrassée que lui dès qu'elle l'aura à sa disposition.

En attendant, le mouvement des Adresses se poursuit avec un élan et une généralité contre lesquels les préfets essaieront en vain de résister. Ces Adresses prennent un caractère très menaçant à l'égard de l'Assemblée: elles engagent M. Thiers à surveiller les agissements de la droite, et ces encouragements au président de la république prennent de jour en jour davantage le caractère d'une exhortation à un coup d'Etat. Ces détestables conseils n'ont aucune chance d'être écoutés par M. Thiers, qui, à y a quelques jours, disait encore qu'un coup d'Etat était le plus mauvais des coups, et qu'il ne le ferait que pour le mal.

Mais quelles expressions trouver pour qualifier l'acharnement aveugle, funeste, d'hommes nommés dans des conditions qui, évidemment, excluaient tout mandat constituant, qui se sont vu constamment, depuis, désavoués dans une progression chaque fois plus marquée par les élections du pays, qui savent que chaque jour l'opinion s'élève plus menaçante, plus désespérée contre eux (et la preuve, c'est qu'ils refusent obstinément d'y faire appel, qu'ils ne se dissimulent pas qu'ils n'ont rien à offrir sur les ruines qu'ils accumulent, et qui restent fidèles, malgré tout, à cette tâche qu'ils se sont imposée de produire tout un cataclysme pour organiser à la suite le chaos?

Si l'Assemblée croyait avoir l'armée à ses ordres pour un coup d'Etat parlementaire qui ne fut pas dans les limites de la plus stricte légalité, il faut la dissoudre. On ne peut pas donner comme mandat à un député de défendre la République, et de donner sa démission à aucun prix, en lui laissant, en attendant, les pouvoirs les plus étendus, et de lui donner, en attendant, les pouvoirs les plus étendus, et de lui donner, en attendant, les pouvoirs les plus étendus.

L'effet du vote de ce soir n'en sera pas moins déplorable, et le général Chanzy, qui avait reconnu, dit-on, à promettre des places tant il en avait de promis, sa future élévation, pourra recommencer à en faire espérer. Je ne crois pas davantage néanmoins au succès du parti qui représente, mais je redoute plus que jamais pour la France une série de souffrances, d'épreuves périlleuses dont les conséquences sont incalculables.

Le général Chanzy a d'ici hier à la préfecture de Versailles et a dû voter aujourd'hui.

Rien de nouveau sur l'affaire du général Ducrot. Le gouvernement avait réussi à prendre une résolution à son égard jusqu'à un vote d'aujourd'hui, mais on pensait aisément le général Ducrot à Versailles pour qu'il rendît compte de sa conduite, et je ne pense pas que la victoire de la droite dans les bureaux puisse dispenser le général Ducrot de donner des explications sur ce qu'on se figure à avoir d'arrangé.

Du reste, à la présidence, hier, M. Thiers ne paraissait nullement inquiet quant à l'effet que pourrait produire la nomination d'une commission hostile, et disait avec raison que quand on a le pays avec soi, peu importe une assemblée virtuelle frappée du mort. Le résultat final n'est pas plus douteux qu'hier, mais par combien de déchirements, de souffrances et de ruines devra-t-il être acheté!

Les adversaires de la dissolution ont propagé le bruit que, par un article du traité secret du pacte de Francfort, l'Assemblée devait durer jusqu'à ce que le dernier Prussien eût quitté le sol français. M. J. Favre a démenti de la façon la plus catégorique cette assertion.

Peu de nouvelles en dehors de celle qui préoccupe si vivement aujourd'hui. La commission chargée de la répartition de 5 millions de secours pour les Alsaciens-Lorrains a choisi pour rapporteur son président, M. Wolowski.

Le conseil municipal de Lyon, à l'unanimité moins trois voix, a décidé qu'il n'inscrirait pas à son budget les étonnantes congrégations. Ces étonnantes vont donc être inscrits d'office par le préfet, sur l'avis du conseil supérieur départemental de l'instruction publique.

L'Orne, en partance pour la Nouvelle-Calédonie, va aller prendre à Brest vingt-quatre femmes condamnées. On alléguait d'un nombre correspondant celui des hommes pour la même destination et qui s'élève à 54.

(Autre correspondance.)

Paris, 5 décembre.

Le résultat si impatiemment attendu de la nomination des trente commissaires qui doivent élaborer les projets de lois prévus par l'annexionnement, a été, au moins, un peu décevant, et a été adopté le 29 novembre, est décevant.

Le gouvernement, ainsi que je vous l'ai annoncé par mes dépêches, ne compte que onze commissaires, tandis que la droite en a obtenu dix-neuf; et encore deux des candidats de la gauche ne doivent-ils leur élection qu'à leur âge. Il y avait égalité de voix entre M. Marcel Barthe et M. Delpy. C'est l'âge qui a décidé en faveur du premier; il en était de même pour M. Mariel qui n'a pas voulu accepter ce bénéfice et a demandé un nouveau tour de scrutin qui lui a donné la majorité.

Le gouvernement a jusqu'à son dernier moment partagé l'optimisme d'un grand nombre.

Le triomphe de la droite ne sera pas de longue durée; la majorité acquise au gouvernement dans le vote du 29 novembre saura se retrouver compacte lorsque les projets qu'elle élaborera cette commission se présenteront à l'Assemblée.

La monstrueuse alliance des légitimistes et des

orléanistes avec les anciennes créatures de l'homme de Sedan n'aura pas les effets désastreux qu'elle s'est proposés.

Depuis plusieurs jours les fortes colonies du cléricisme, les de Broglie, d'Audiffert, Decazes, de la Rochefoucauld et tous leurs acolytes s'étaient mis en campagne pour attirer à eux les indécis.

Nous comprenons, leur disaient-ils, que vous ayez voté pour le gouvernement au 29 novembre; le maintien de M. Thiers au pouvoir vous semblait nécessaire pour empêcher que l'ordre et la tranquillité fussent troublés, mais aujourd'hui il s'agit de toute autre question.

Si vous votez pour le gouvernement, il se jettera dans les mains du radicalisme et alors la France sera perdue; toutes nos libertés seront violées et nous reverrons les calamités et les horreurs du siècle dernier. La religion et ses prêtres ne seront plus respectés, nos religions seront insultées et nos enfants obligés de suivre les écoles laïques sur lesquelles les radicaux ont la haute main.

Choisissez donc entre le bonheur ou la ruine de la France.

Songez à ceux qui vous ont élus.

Ce catéchisme, débité avec cette onctuosité jésuitique propre à messieurs de la droite, a produit son effet.

Le général Chanzy est arrivé à Versailles tout exprès pour prendre part au vote.

Le gouvernement va sans doute prendre quelque grand parti. Le pays ne peut pas rester avec une chambre coupée en deux.

M. Thiers saura sauver la république, car au lendemain du 29 novembre, il semblait avoir prévu cet échec. Voici ce qu'il disait le samedi 30 :

« Le vote du 29 novembre est un des plus grands événements du drame qui se joue en France depuis 1835; c'est la première fois que devant une Assemblée le chef de l'Etat a posé la question de la république ou monarchie. »

« La cause de la république est gagnée. Le vote d'hier est l'une des dernières et des plus importantes phases de l'agonie du passé. »

Dans le premier bureau une vive altercation a eu lieu entre MM. Barthe et Scholcher. Le président, M. de Corcelles, a rappelé à l'ordre M. Scholcher qui a reproché en termes fort vifs les paroles de M. Barthe lors de la lecture de son rapport.

(Correspondance particulière de l'ESPÉRANSE.)

Versailles, 4 décembre.

Que vous dirai-je? Qu'en séance on discute le budget et que M. de Moray dit à la tribune je ne sais quoi, que personne n'entend?

J'aime mieux vous dire qu'il est quatre heures, que la séance s'ouvre à peine et qu'un brouillonnet assourdissant monte de la salle aux tribunes. C'est que la situation, loin de se simplifier, se complique; c'est que le duel engagé entre M. Thiers et l'Assemblée continue avec des péripéties; c'est que la droite, comme le télégraphe vous l'a déjà dit, est triomphante; — et si je n'ai besoin d'ajouter et de déjà insolente?

« La dissolution! » ce mot s'échappe de toutes les bouches, s'impose à tous les esprits; d'autres, moins au fait de la situation constitutionnelle, dans ce pays sans constitution, s'écrient: « Au plébiscite. » Vous savez que les gauches réunies avaient résolu d'être dans leurs prétentions et leurs choix d'une modération qui fait le plus grand honneur à leur esprit politique. Eh bien, la manœuvre des députés de la droite dans les bureaux a été de leur donner le pied de la modération. A entendre les adversaires, on les aurait pris pour des aliés, quant à l'expression de leurs mutuels désirs. Cependant, et vous le croirez sans peine, les discussions n'ont pas manqué d'animation. On assure même que, dans quelques bureaux on se serait cru dans des réunions publiques animées; dans d'autres, des mots vifs auraient été échangés.

Mais prenons les choses par le menu : 1<sup>er</sup> bureau. — M. Scholcher, qui a demandé le premier la parole, s'est plaint de ce que M. Barthe (du même bureau) avait violemment insulté les radicaux. Il a ajouté qu'appartenant à ce parti il croyait devoir protester contre les paroles... (ici un croquis ébauché si vif que je n'ose l'exprimer) du rapporteur de la commission Kerdrel. Le président du bureau a rappelé M. Scholcher à l'ordre.

M. Barthe, dans ce bureau, a soutenu la thèse de la droite, soit la responsabilité ministérielle (vous savez ce que la droite entend par là) et a combattu le renouvellement partiel qui n'est, selon lui, qu'un moyen d'arriver à la révolution. En réponse, M. de Laboulaye a soutenu que la reconnaissance sincère de la république et son organisation pratique pouvaient seules empêcher la dissolution de l'Assemblée.

Selon M. de Vinols, qui a pris ensuite la parole, l'œuvre réorganisatrice de l'Assemblée n'est pas accomplie, — l'Assemblée actuelle a encore beaucoup à faire, — et pour qu'elle puisse vivre avec M. Thiers, il faut que la tribune soit interdite, ou à peu près, à ce dernier.

M. Gatien-Arnould fait observer que précisément, parce que les plaies ne sont pas guéries, il faut préserver la France des révolutions, et que le meilleur moyen c'est de conserver la république, gouvernement de fait, et de lui donner les moyens de subsister.

Les deux thèses de M. de Vinols et de M. Gatien-Arnould nous donnent le noeud de la discussion dans tous les bureaux. En effet, la droite dit : C'est pour réorganiser le pays que l'Assemblée doit demeurer et doit se défendre contre le trouble qu'apporte dans la discussion l'immixtion du chef de l'Etat, et la gauche entend les partisans de M. Thiers, dit : C'est pour que la France se réorganise que quelques mesures sont nécessaires afin de régler le jeu des pouvoirs; et le renouvellement partiel est utile pour avoir le sentiment du pays.

An fond et au demeurant c'est toujours la question de jeudi dernier.

« Ou, certainement, disent les droitiers, nous voulons accorder à M. Thiers des compensations, en lui interdisant la tribune. Seulement que M. Thiers nous concède d'abord la responsabilité ministérielle. »

A qui répondent les amis de M. Thiers : « Nous voulons bien admettre qu'il faille régler les rapports de M. Thiers avec l'Assemblée et même ne lui accorder la tribune qu'en certaines circonstances. (Vous voyez si l'on est modéré!) Mais nous pensons que les responsabilités ministérielles doivent être corrélatives des autres réformes, simultanées avec ces réformes, et tempérées par le droit de veto. »

Tout est là.

Je continue à vous exposer la discussion du premier bureau et passerai ensuite plus légèrement sur les autres.

M. Thiers, répondant à M. Gatien-Arnould, s'oppose à l'interdiction d'un gouvernement quelconque et au renouvellement partiel — invoquant, d'une part, le pacte de Bordeaux — et, de l'autre, soutenant que le renouvellement partiel serait une injustice, puisqu'il perpétuerait au profit de quelques-uns un mandat égal pour tous.

— La crise actuelle est désastreuse, réplique M. de Laboulaye. Le pays murmure et s'agite, il faudrait donc former une commission dont les intentions fussent avant tout conciliantes.

M. Reverchon passe rapidement en revue les questions posées et les réformes ou mesures proposées. Selon lui, il serait bon de pourvoir, par l'institution d'une vice-présidence, aux éventualités de l'avenir; de former une seconde Chambre pour lui donner le droit de dissoudre celle-ci, d'accord avec le Président; d'accorder à ce dernier un veto suspensif et le droit de renvoyer à un nouvel examen de l'Assemblée les lois déjà votées; il croit aussi le renouvellement partiel nécessaire.

La discussion dans le 4<sup>e</sup> bureau a été l'une des plus intéressantes.

M. DUPONT DE CIVRAC demandant que M. le ministre de la justice donne des explications sur son ordre du jour.

M. DUPONT DE CIVRAC dit que si la proposition de Kerdrel était sérieuse, le gouvernement ne pouvait examiner seulement la question de responsabilité ministérielle.

mais qu'il pensait que l'examen devait porter sur les questions s'y rattachant. Les journaux ont discuté pendant la prorogation toutes ces questions. Il a paru au gouvernement que la commission devait répondre dans le sens du Message, et son ordre du jour a été rédigé dans ce but.

M. FRESNEAU dit qu'il a travaillé à une constitution républicaine avec M. le garde des sceaux, et que cette constitution n'a pu être établie. Les grandes lois sur l'armée, etc., ont été votées avec une majorité de 300 voix, mais on est venu détruire cette majorité en apportant des questions constitutionnelles qui ne peuvent aboutir qu'à compromettre l'existence de l'Assemblée.

M. DELSOL énumère quelles sont les questions apportées à la tribune par M. le garde des sceaux; il demande qu'il explique ses idées sur ces diverses questions : deuxième Chambre, vice-présidence, responsabilité ministérielle, etc.

M. RAMPOUT dit que si on entre dans la voie indiquée par M. Delisol, le bureau en aura pour huit jours.

M. DELSOL persiste dans sa demande.

M. DUPONT DE CIVRAC dit qu'il pourrait effectivement avoir une conversation très intéressante sur ces sujets, etc.; mais que le gouvernement demande simplement que la commission examine toutes ces questions.

M. RICARD dit qu'une forme de gouvernement provisoire ne peut être imposée pendant longtemps au pays. Une Assemblée sait qu'à un certain moment un gouvernement définitif doit être établi. Malheureusement le provisoire s'est imposé de plus en plus. Le gouvernement, établi pour quelques mois, s'est prolongé pendant deux années. Pas un industriel ou commerçant qui n'ait à se demander avec inquiétude, chaque jour, si le gouvernement n'est pas renversé.

Il n'est pas possible de prolonger cette situation. M. Ricard est de ceux qui ont reconnu le pouvoir constituant à l'Assemblée. Il lui importe peu que l'on constitue ou qu'on apporte ce qu'on peut appeler les réformes nécessaires pour rallier le gouvernement. La responsabilité ministérielle ne doit pas être établie par une loi organique, puisqu'elle a été établie par une loi de blâme qui vise de se produire.

Il est de ceux qui pensent qu'on ne peut exclure M. le président de la république de l'Assemblée. Si l'Assemblée ne veut pas laisser l'arme défensive de la tribune au Président, il faut lui en donner d'autres. Pour arriver à la responsabilité ministérielle, il faut aller dans la discussion des rapports entre les pouvoirs; pour ce vous aurez un gouvernement que vous ne pourrez briser du jour au lendemain, le pays respirera. Peut-on gouverner avec une majorité provisoire? La commission ne devra-t-elle pas examiner le renouvellement monarchie commande la dissolution. Mais le renouvellement partiel doit être examiné. La sagesse nous impose l'obligation de mettre immédiatement ces questions à l'étude.

M. DESJARDINS a reconnu la nécessité des réformes. Il se demande d'où vient l'alarme de M. Ricard. La commission aura une double tâche à remplir : des réformes parlementaires et des indications testamentaires.

Si vous avez un président du conseil, il doit défendre ses ministres devant l'Assemblée. Si vous avez un président de la république, il ne peut venir à l'Assemblée, il ne peut pas être à la merci d'une crise; les alarmes que signale M. Ricard n'auront plus raison d'être, si la responsabilité ministérielle existe. La première partie de la tâche de la commission est de déterminer la situation du gouvernement. L'Assemblée doit rester où s'en aller tout entière, le renouvellement partiel prépare une situation d'infériorité aux deux tiers des membres de l'Assemblée.

M. TOLAIN est de ceux qui n'ont jamais reconnu à l'Assemblée le pouvoir constituant. Une partie de l'Assemblée qui a reconnu le pouvoir constituant ne veut pas constituer un veto à constituer qu'un jour, l'opinion générale du pays affirme la république, et la partie de l'Assemblée qui veut constituer un veto pour empêcher la monarchie contre le vote du pays. M. Tolain est d'avis qu'on ne peut accepter le renouvellement partiel qui amoindrirait le régime des commissions administratives, toujours modifié d'une nuance républicaine qui pourrait dépasser le but. De là nécessité absolue d'arriver à des élections générales.

M. BEAUSSEUR. Il faut accorder au gouvernement le droit de dissolution, sinon on ne lui accorde aucun droit, et on arrive à la nécessité de la création d'une seconde chambre ayant le pouvoir de dissoudre.

M. DUCLOS trouve que la discussion dans la commission doit avoir lieu dans le sens indiqué par M. le garde des sceaux.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD-BISACCIA dit qu'il refuse absolument d'accepter la république.

Voici, d'ailleurs, les résultats complets avec le nombre des voix obtenues de part et d'autre :

Noms.	Voix.	Noms.	Voix.
1 <sup>er</sup> Barthe,	25	2 <sup>er</sup> Arnaud,	24
2 <sup>er</sup> Thiers,	25	3 <sup>er</sup> Laboulaye,	23
3 <sup>er</sup> Delacour,	23	4 <sup>er</sup> Chesnelong,	20
4 <sup>er</sup> Duchâtel,	23	5 <sup>er</sup> Raoul-Duval,	20
5 <sup>er</sup> d'Haussonville,	24	6 <sup>er</sup> Delpy,	22
6 <sup>er</sup> Marcel Barthe,	23	7 <sup>er</sup> Lefebvre-Pontalis,	22
7 <sup>er</sup> Ducloux,	28	8 <sup>er</sup> Desjardins,	15
8 <sup>er</sup> Ricard,	28	9 <sup>er</sup> de Civrac,	15
9 <sup>er</sup> de Fourtou,	25	10 <sup>er</sup> de Meaux,	21
10 <sup>er</sup> Mariel,	25	11 <sup>er</sup> de Broglie,	21
11 <sup>er</sup> Arago,	29	12 <sup>er</sup> de Lavergne,	19
12 <sup>er</sup> Bertauld,	29	13 <sup>er</sup> Lamb, St-Croix,	19
13 <sup>er</sup> Sazeau,	30	14 <sup>er</sup> de Marcère,	18
14 <sup>er</sup> de la Bassettière,	31	15 <sup>er</sup> Jozon,	17
15 <sup>er</sup> de Larocq,	24	16 <sup>er</sup> Scherer,	22
16 <sup>er</sup> Fournier,	24	17 <sup>er</sup> Denormandie,	22
17 <sup>er</sup> d'Audiffert-Pasquier,	31	18 <sup>er</sup> Cordier,	13
18 <sup>er</sup> de Camont,	30	19 <sup>er</sup> Corne,	13
19 <sup>er</sup> duc Decazes,	25	20 <sup>er</sup> Gauthier de Rumilly,	23
20 <sup>er</sup> de Bouillé,	24	21 <sup>er</sup> Leblond,	21
21 <sup>er</sup> Lucien Brun,	24	22 <sup>er</sup> Christophe,	22
22 <sup>er</sup> L'Ébaly,	24	23 <sup>er</sup> Rend Brice,	22
23 <sup>er</sup> de Lacombe,	28	24 <sup>er</sup> Delorme,	19
24 <sup>er</sup> Lefebvre-Pontalis,	28	25 <sup>er</sup> Humbert,	19
25 <sup>er</sup> Desbailly,	24	26 <sup>er</sup> F. Rive,	20
26 <sup>er</sup> Givry,	24	27 <sup>er</sup> Colonel Deuflert,	19
27 <sup>er</sup> Ennoul,	25	28 <sup>er</sup> Casimir Périer,	21
28 <sup>er</sup> Baze,	23	29 <sup>er</sup> Toupet des Vignes,	19
29 <sup>er</sup> Albert Grévy,	25	30 <sup>er</sup> de Kerdrel,	22
30 <sup>er</sup> Michard,	26	31 <sup>er</sup> Buisson,	22

En totalisant le nombre des voix obtenues par les candidats de la droite on trouve 358 voix, contre 336 données à ceux de la gauche. L'écart qui constitue la majorité n'est donc que de 22 voix.

Maintenant, un coup d'oeil à la séance que j'ai tout à l'heure abandonnée.

A l'ouverture, on vote au pied levé les derniers chapitres du ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Un grand nombre de députés sont partis aussitôt après la discussion dans les bureaux. La plupart de ceux qui restent discutent entre eux dans les couloirs et à la buvette. La salle des séances est à moitié vide.

Le budget de la justice succède à celui de l'Agriculture.

MM. Merveilleux-Duvigneau, Bardoux et Marcel Barthe se livrent à un tournoi sur le chapitre 6, cours d'appel. La commission du budget a réduit de 10,500 francs le crédit pour les présidents de chambre, indiquant ainsi son intention d'en voir réduire le nombre. La commission de réorganisation judiciaire approuve cette réduction; le ministre l'accepte. Tout le monde est donc d'accord.

Le même accord ne règne pas sur le projet de réduction du nombre des conseillers de cours d'appel. Plusieurs magistrats ont manifesté la crainte que cette réduction ne rendât plus difficile l'expédition des affaires.

Le ministre de la justice ne partage pas cette crainte; il est du moins le sens de la déclaration qu'il vient faire à la tribune.

La commission du budget a réduit ce chapitre de 60,500 fr. M. Merveilleux-Duvigneau demande que la réduction ne soit que de 10,500 fr.

On vote.

L'Assemblée donne raison à la commission du

budget. Puis, comme il est cinq heures et demie et que la salle est de plus en plus déserte, le président lève la séance.

P. S. — Paris, 8 heures. — On dit que M. Thiers se montre peu affecté du choix fait par les bureaux. Il s'y attendait. En apprenant le résultat de l'élection il aurait dit : « Que m'importe! le pays me soutient. On ne peut sortir de la situation actuelle que par une modification de l'Assemblée, l'appui à la tribune, s'il le faut, le projet de renouvellement partiel par tiers. »

Bien peu de députés ont manqué à leur poste. On signale pourtant un membre de la gauche, M. Ducarre, comme absent dans le 11<sup>e</sup> bureau. Le député de Lyon avait été forcé de partir le matin pour affaires. Il y avait dans ce bureau 47 votants; M. Ducarre aurait fait 48, MM. L'Ébaly et Brun ont obtenu 24 voix, contre 23 données à MM. Brice et Christophe. La voix de M. Ducarre aurait amené un partage qu'il aurait fallu voter par balottage, et, dans ce cas, on croit que les candidats de la gauche l'eussent emporté.

Minuit.

Voici en gros les délibérations de quelques autres bureaux :

Dans le deuxième bureau, la droite a déclaré que la proposition Dufaure ne comportait à ses yeux que la responsabilité ministérielle, et qu'elle opposerait une fin de non-recevoir à toute proposition constitutionnelle embrassant d'autres sujets.

La droite, d'ailleurs, dans ce bureau, comme dans les autres, est absolument opposée à tout renouvellement, soit partiel, soit intégral. Elle veut exclure M. Thiers de la salle des séances d'abord.

Dans le troisième bureau, M. Marcel Barthe, a déclaré que le pays ne comprenait pas grand chose aux finesses parlementaires, mais qu'il avait besoin de sécurité. Il a expliqué que le renouvellement intégral serait logique avec la constitution d'une seconde chambre et que le renouvellement partiel conviendrait mieux si l'on conservait celle-ci comme chambre unique.

M. d'Haussonville, lui répondant, a déclaré que le gouvernement monarchique constitutionnel était, à son sens, celui qui convenait le mieux à la France. Mais il reconnaît la république comme gouvernement de fait. Il ne veut pas aggraver une situation grave. Il ne veut pas provoquer la grève ou l'émigration à l'intérieur des monarchistes. En conséquence, il est contre l'intervention du chef de l'Etat dans les débats législatifs, mais disposé à donner à M. Thiers le droit de veto en compensation. Quant au renouvellement partiel, il y est opposé. Car ce serait un avantage donné au parti de la révolution contre le parti de l'ordre.

M. Antonin Lefebvre-Pontalis (du centre gauche) est de l'avis du président de la république et trouve prudent de faire prendre par cette assemblée quelques mesures d'organisation que de recourir pour cela à une assemblée inconnue.

M. Lefebvre-Pontalis signale les dangers de l'omnipotence des assemblées. Il croit cependant que l'intervention de M. Thiers dans les débats peut être limitée; par exemple, qu'on pourrait décider que le jour où le Président paraitrait, l'Assemblée ne délibérerait pas — comme Louis XVI devant la Constituante de 89. — Il est, dans le cas actuel, pour le renouvellement partiel.

M. Delpy, candidat de la droite, s'est élevé dans le 3<sup>e</sup> bureau contre le pétitionnement des conseils municipaux, — il ne veut pas de mesures constitutionnelles, — il veut le statu quo et point de renouvellement partiel.

Cinquième bureau. — M. de Fourtou est d'avis qu'il faut organiser le fait actuel sans engager l'avenir. Il se prononce en faveur de la prorogation des pouvoirs du Président.

La responsabilité ministérielle, selon lui, doit être organisée d'une façon conciliable avec le système républicain et la responsabilité du Président. Il inclinait à donner à une seconde Chambre, d'accord avec le Président, le droit de dissolution. Comme réforme plus prochaine, il estime qu'il faut accorder au Président le droit de veto. L'orateur est hostile au renouvellement partiel, parce que ce mode de renouvellement ne permettrait pas de toucher à la loi électorale, mais il l'admettrait comme moyen de modifier l'Assemblée actuelle jusqu'à l'évacuation du territoire.

M. de Meaux fait remarquer que l'Assemblée a été élue dans des conditions telles qu'elle pouvait former une Convention. Elle a eu la sagesse de ne point l'être, elle a toujours respecté le pouvoir exécutif bien qu'il ne lui ait pu donner qu'un pouvoir délégué par elle. L'orateur est également opposé à la dissolution et au renouvellement partiel. Tant que l'étranger est sur le territoire, l'Assemblée doit rester à son poste. Il faut organiser la responsabilité ministérielle et faire compensation à M. Thiers un droit de veto suspensif.

M. Brissou ne voit à la question qu'une solution logique : la dissolution de l'Assemblée. Incapable de former une majorité de gouvernement, l'Assemblée est hors d'état de constituer.

C'est un devoir pour tous sans distinction d'opinion, dit M. de Broglie, de chercher à organiser pour le mieux le fait présent. Toutes les réformes sont contenues dans une bonne organisation de la responsabilité ministérielle. Il y a de passions et des doctrines qui lui fait réprimer. L'Assemblée renferme une majorité que le gouvernement trouvera quand il le voudra.

L'orateur est opposé à la dissolution et au renouvellement partiel.

Vous connaissez les élus : mais dans ce bureau, la majorité appartient à M. Thiers. — Et avouez que M. de Fourtou est un membre du centre gauche, bien modéré, bien mitigé du centre droit!

6<sup>e</sup> bureau. — Dans ce bureau, la droite, tout en soutenant la thèse que vous savez, proteste de son affection pour M. Thiers, de son respect, de sa reconnaissance, etc. Et donnez-vous-en, quand vous saurez que les candidats de la droite étaient MM. de Lavergne et Lambert-Saint-Croix.

Mais passons, passons. La note, d'ailleurs, est par tout la même.

Dans le onzième bureau, M. L'Ébaly s'est montré le droitier le plus modéré, le plus confiant en douceur qu'on puisse imaginer. Que M. Thiers ne vienne pas à l'Assemblée et qu'il accorde la responsabilité ministérielle, voilà tout ce qu'il lui faut.

M. Duvierger de Hauranne, représentant de la gauche, s'est montré d'un ton et d'un goût parfaits en face de M. L'Ébaly.

« Entre nous, dit-il, il y aurait-il un malentendu? Cherchons bien. Le motus utendi proposé par le gouvernement est-il donc si loin des idées générales de la droite? »

Sur quoi M. Lucien Brun, de peur qu'on ne s'entende, s'est empressé de déclarer que la volonté de la droite était la même aujourd'hui qu'hier ou qu'il a huit jours et qu'il fallait que M. Thiers renvoyât à la parole devant l'Assemblée et accordât « la responsabilité ministérielle ».

Vous remarquerez dans le 8<sup>e</sup> bureau l'échec de M. Raoul-Duval qui est considéré comme allant un peu de l'avant, même par les siens, et qui leur inspire d'ailleurs de la jalousie.

Vous ne perdrez pas de vue non plus que les bureaux qui viennent de nommer la commission Dufaure sont les mêmes qui avaient nommé la commission de Kerdrel.

Et si vous étiez tenté de vous étonner de voir que les 372 du vote public ne se trouvent pas dans les votes des bureaux, sachez-vous que je vous ai expliqué précédemment comment, dans les bureaux, la majorité restait toujours à la droite. L'abord, on ne vote pas sur des questions de principe, mais sur les questions de personnes. Tels et tels inspirent plus ou moins de confiance. Et puis... et puis... En séance, il y a le vote public, et il faut s'écarter en présence de ses électeurs. — Dans les bureaux, au contraire, le vote est secret et les députés sincères et de bonne foi sont toujours de la gauche. On ne trouve que 22 voix au dépouillement quand ils croyaient pouvoir absolument compter sur 28...

(Autre correspondance.)

Versailles, 5 décembre.

La séance est aujourd'hui dans la salle des Pas-Perdus







